

# Décret n° 2-97-178 du 21 jourmada II 1418 (24 octobre 1997) fixant la procédure de déclaration pour la tenue à jour de l'inventaire des ressources en eau prévue par l'article 92

**Le Premier Ministre,**

Vu la loi n° 10-95 sur l'eau promulguée par le dahir n° 1-95-154 du 18 rabii I 1416 (16 août 1995), notamment l'article 92 de ladite loi ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 13 jourmada II 1418 (16 octobre 1997),

## **Décète :**

**Article Premier :** La déclaration prévue par l'article 92 de la loi n° 10-95 susvisée est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposée contre récépissé, à l'agence du bassin hydraulique concernée.

La déclaration doit indiquer :

- 1) l'identité et la qualité du déclarant ;
- 2) l'adresse ou le siège social ;
- 3) les caractéristiques techniques de l'ouvrage et des installations de captage ;
- 4) le débit moyen et de pointe de prélèvement ;
- 5) l'usage de l'eau prélevée.

A la déclaration doivent être annexées les pièces suivantes :

*a* - un plan de situation approprié comportant les points d'eau et ouvrages existants situés dans un rayon fixé par l'agence du bassin hydraulique ;

*b* - la localisation sur carte à une échelle appropriée de l'ouvrage ou de l'installation de captage et leurs coordonnées ;

*c* - le cas échéant, un schéma des installations.

L'agence du bassin hydraulique peut établir les pièces ci-dessus indiquées aux frais du déclarant et à sa demande.

**Article 2 :** La déclaration visée à l'article premier ci-dessus doit intervenir dans un délai de douze (12) mois courant à compter de la date de publication du présent décret au *Bulletin officiel*. Passé ce délai, l'agence de bassin peut, si elle le juge utile, procéder à l'établissement des pièces indiquées aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article premier ci-dessus, aux frais du propriétaire ou de l'exploitant qui n'aurait pas fait cette déclaration.

**Article 3 :** Le déclarant doit informer l'agence du bassin hydraulique de toute modification de l'un des éléments de sa première déclaration dans un délai d'un mois à dater de la survenance du changement.

**Article 4 :** En application de l'article 99 de la loi n° 10-95 précitée et dans l'attente de la création des agences de bassins, les attributions reconnues par le présent décret auxdites agences sont

exercées par le ministère de l'équipement.

**Article 5 :** Le ministre de l'agriculture, de l'équipement et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.